



Communiqué intersyndical

CGT Educ'action 64 – FNEC-FP-FO 64 – FSU 64 – Sud Education 40-64

Contrairement à ce que tentait de faire croire la communication auto-satisfaite de l'ancien ministre de l'Éducation G. ATTAL, la situation dans l'Éducation Nationale est extrêmement alarmante : perte d'attractivité et manque de personnels dans l'ensemble des métiers, faiblesse systémique des rémunérations, accumulation de mesures qui dégradent les conditions de travail et d'études (fermetures de postes, Pacte Enseignant, réforme du Lycée Pro, chocs des savoirs, réforme du bac et du lycée, acte 2 de l'école inclusive)... Face à ce bilan calamiteux **et aux attaques inacceptables de la nouvelle ministre A. Oudéa-Castéra contre l'école publique**, nos organisations exigent l'adoption de mesures fortes et plus que jamais indispensables.

Pour restaurer l'attractivité de nos métiers, nous réclamons de véritables augmentations de salaires opérées par une hausse significative de la valeur du point d'indice et par une refonte des grilles indiciaires. Le Pacte Enseignant qui divise les équipes et attaque le statut n'est qu'un leurre en termes de rémunération. Nous en réclamons l'abandon.

Pour permettre le bon fonctionnement du système éducatif, assurer les remplacements et alléger les effectifs, nous revendiquons l'annulation réelle de toutes les suppressions de postes et non leur compensation par des « emplois complémentaires », et un vaste plan de recrutements dans tous les métiers de l'Éducation Nationale : enseignant·es, infirmier·es, AED, PsyEN, AESH, personnels administratifs...

Pour relever le défi immense que représente l'avènement d'une école dite « inclusive », nous exigeons un important déploiement de moyens au niveau de l'enseignement spécialisé et adapté, aussi bien au sein de l'Éducation nationale que dans les établissements sociaux et médico-sociaux, un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, l'abandon du projet de statut d'ARE fusionnant AESH et AED, et du projet de Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) qui conduira à une limitation drastique de l'accompagnement humain auprès des élèves en situation de handicap.

Face au coût inutile qu'il représente (2 milliards d'euros selon un récent rapport sénatorial) et aux valeurs réactionnaires qui le sous-tendent, nous demandons également l'abandon du Service National Universel, service militaire déguisé qui relève d'un autre temps.

Les propos insultants de la ministre Amélie Oudéa-Castéra renforcent encore davantage notre détermination à exiger une autre politique pour l'École publique. Pour faire valoir ces revendications, les organisations FSU 64, FNEC FP-FO 64, CGT Educ'Action 64 et Sud Education 40-64 appellent à se mobiliser par des actions diversifiées dès maintenant et à préparer une journée de grève et de manifestations le jeudi 1er février 2024.

Pau, le 15 janvier 2024.